

Conseil de Communauté

du 20 juin 2019

♦♦♦♦♦♦♦♦

PROCES VERBAL DE REUNION

N°	
1	FINANCES - Budget général – Adoption du Compte de gestion 2018
2	FINANCES - Budget général – Adoption du Compte administratif 2018
3	FINANCES - Budget général et budgets annexes de zones d'activités – Acquisitions et cessions 2018 – Bilan
4	FINANCES - Budget général – Affectation du résultat 2018
5	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités des Haras – Adoption du Compte de gestion 2018
6	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités des Haras – Adoption du Compte administratif 2018
7	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités des Haras – Reprise du résultat de 2018
8	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Adoption du Compte de gestion 2018
9	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Adoption du Compte administratif 2018
10	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Reprise du résultat de 2018
11	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités du Berry – Adoption du Compte de gestion 2018
12	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités du Berry – Adoption du Compte administratif 2018
13	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités du Berry – Reprise du résultat 2018
14	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Adoption du Compte de gestion 2018
15	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Adoption du Compte administratif 2018
16	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Reprise du résultat 2018
17	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Adoption du Compte de gestion 2018
18	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Adoption du Compte administratif 2018
19	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Reprise du résultat 2018
20	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Adoption du Compte de gestion 2018
21	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Adoption du Compte administratif 2018
22	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Reprise du résultat 2018
23	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Adoption du Compte de gestion 2018
24	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Adoption du Compte administratif 2018
25	FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Reprise du résultat 2018
26	FINANCES - Budget annexe de la Z.A Développement Durable – Adoption du Compte de gestion 2018
27	FINANCES - Budget annexe de la ZA Développement Durable – Adoption du Compte administratif 2018
28	FINANCES - Budget annexe de la ZA Développement Durable – Reprise du résultat 2018
29	FINANCES - Budget annexe de la ZA de Lassay – Adoption du Compte de gestion 2018

Mayenne Communauté

Séance du 20 juin 2019

30	FINANCES - Budget annexe de la ZA de Lassay – Adoption du Compte administratif 2018
31	FINANCES - Budget annexe de la ZA de Lassay – Reprise du résultat 2018
32	FINANCES - Budget annexe de la Z.A du Horps – Adoption du Compte de gestion 2018
33	FINANCES - Budget annexe de la ZA du Horps – Adoption du Compte administratif 2018
34	FINANCES - Budget annexe de la ZA du Horps – Reprise du résultat 2018
35	FINANCES - Budget annexe du SPANC – Adoption du Compte de gestion 2018
36	FINANCES - Budget annexe du SPANC – Adoption du Compte administratif 2018
37	FINANCES - Budget annexe du SPANC – Affectation du résultat 2018
38	FINANCES - Budget annexe Prestations de services – Adoption du Compte de gestion 2018
39	FINANCES - Budget annexe Prestations de services – Adoption du Compte administratif 2018
40	FINANCES - Budget annexe Prestations de service – Affectation du résultat 2018
41	FINANCES - Budget annexe Leader – Adoption du Compte de gestion 2018
42	FINANCES - Budget annexe Leader – Adoption du Compte administratif 2018
43	FINANCES - Budget annexe Leader – Reprise du résultat 2018
44	FINANCES - Budget annexe Déchets Ménagers – Adoption du Compte de gestion 2018
45	FINANCES - Budget annexe Déchets Ménagers – Adoption du Compte administratif 2018
46	FINANCES – Budget annexe Déchets Ménagers – Affectation du résultat 2018
47	Finances – Budget Principal – Exercice 2019 – Décision modificative n°2
48	FINANCES – Budget déchets ménagers – Exercice 2019 – Décision modificative n°1
49	FINANCES – Budget déchets ménagers – Exercice 2019 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux
50	FINANCES – Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) exceptionnelle 2019 à répartir entre les communes
51	Finances – Solidarité exceptionnelle de Mayenne Communauté (2018-2019) – Fonds de concours de Mayenne Communauté attribué à la Commune de Le Ribay
52	FINANCES – Budget annexe Zone Activités Développement Durable – Changement de dénomination
53	MODIFICATION DES STATUTS – Évolution des compétences de Mayenne Communauté
54	MARCHES PUBLICS - Retenues et pénalités concernant les marchés de travaux du centre aquatique intercommunal
55	MARCHES PUBLICS - Fourniture et acheminement de gaz naturel - 19FOU10 - (Groupement de commandes)
56	MARCHES PUBLICS - Maîtrise d'œuvre pour la construction d'un centre aquatique intercommunal (13MOE02) - Avenant n°6
57	ECONOMIE - Entreprise Dupliprint - garantie d'emprunt
58	OPAH – SOLIHA - avenant à la convention
59	ENVIRONNEMENT - Parc naturel régional Normandie-Maine – Candidature au label Géoparc mondial UNESCO
60	ENVIRONNEMENT - GEMAPI – Convention de mandat avec les riverains pour la réalisation des travaux de restauration des ruisseaux de la Filousière et du Gravier
61	ENVIRONNEMENT - Déchets – Renouvellement de la Convention avec EcoDDS 2019
62	CULTURE - convention Tribu Familia – Mayenne Communauté
63	TOURISME - Approbation du schéma vélo départemental
64	RESSOURCES HUMAINES – DST- service Voirie- création d'un poste d'agent polyvalent de voirie sur le cadre d'emplois d'adjoint technique
65	RESSOURCES HUMAINES- DST – service espaces verts-crédation de deux postes d'agent polyvalent des espaces verts sur le cadre d'emplois d'adjoint technique
66	CULTURE – Grand Nord – Concours International « Piano à Mayenne » - Versement du Prix de Mayenne Communauté
67	JEUNESSE - « Ado's com » service commun jeunesse - versement de subvention aux clubs sportifs partenaires encadrant des stages sportifs à l'attention des adolescents pendant les vacances scolaires

### Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

Terre de Lys	Contrat de cession de droit d'exploitation d'un spectacle pour le musée	3 083 €
Mme MARTIN	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50 €

### Extrait du registre des arrêtés du Président

Arrêté n° 2019/AG/06	Délégation temporaire de fonction et de signature à M. Patrick Soutif
----------------------	---

# Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 20 juin 2019 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	49
Contre :	0
Pour :	49
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-neuf, le quatorze juin, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

## **Sont présents :**

## **En qualité de titulaires :**

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1<sup>er</sup> Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. MOLL, *3<sup>ème</sup> Vice-Président*, Mme MORIN, *4<sup>ème</sup> Vice-Présidente*, M. BOISSEAU, *8<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BORDELET, *10<sup>ème</sup> Vice-Président*, MM. GUIHERY, SABRAN, JEUSSE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, Mme BELLON, MM. LAVANDIER, GARNIER, DOYEN (*quitte la séance au point n°3*), JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. TRANSON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, BODINIER, LANCIEU, COUTURIER, BEUNEUX, M. PAILLASSE, Mmes ADAM, PELE, CREUSIER, M. FAUCON, Mme GENEST.

## **En remplacement du titulaire absent :**

M. LE SCORNET donne pouvoir à M. ANGOT  
M. VALPREMIT donne pouvoir à M. SOUTIF  
M. RAILLARD donne pouvoir à Mme SOULARD  
M. COISNON donne pouvoir à M. RIOULT  
M. FORET donne pouvoir à Mme MONSIMIER  
M. SONNET donne pouvoir à Mme BODINIER  
M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. BOURGUIN  
Mme BAR donne pouvoir à Mme BELLON  
Mme LODE donne pouvoir à Mme CREUSIER  
M. ORDRONNEAU donne pouvoir à Mme LANCIEU

M. DELAHAYE est remplacé par Mme BEAUDOUIN  
M. BEAUJARD est remplacé par M. GENEST  
M. COULON est remplacé par M. LECOURT

## **Excusés :**

MM. HEURTEBIZE, CHOUZY, POIRRIER, Mme GONTIER, MM. BRODIN, LESAIN, REBOURS, Mme OLIVIER, M. MORIN

Mme BEUNEUX a été désignée secrétaire de séance.

## **1 - FINANCES - Budget général – Adoption du Compte de gestion 2018**

Mayenne Communauté  
Séance du 20 juin 2019

**M. SOUTIF expose :**

Le compte de gestion du comptable 2018 du budget principal est présenté. Le compte de gestion permet de vérifier la conformité des écritures de l'ordonnateur et du comptable.

Il y a lieu de se prononcer sur l'adoption du compte de gestion 2018 du budget général dont les résultats sont conformes au compte administratif.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve sans observations, ni réserves, le compte de gestion du Trésorier de Mayenne sur le budget principal pour 2018.***

**2 - FINANCES - Budget général – Adoption du Compte administratif 2018**

**M. SOUTIF expose :**

Conformément à l'article L 2121-31 du CGCT - Code Général des Collectivités Territoriales, il vous est proposé d'arrêter les comptes de l'exercice précédent par le vote du compte administratif du budget principal.

L'article L 2121-14 du CGCT prévoit que "le conseil communautaire est présidé par le Président et, à défaut par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif est débattu, le conseil communautaire élit son Président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion; mais il doit se retirer au moment du vote".

**M. ANGOT :** On va recommencer à se féliciter mutuellement. C'est encore une belle année. Les dépenses ont été maîtrisées. La bonne nouvelle est l'enrichissement. Nous avons une bonne surprise avec les 100 000 € de recettes supplémentaires pour le centre aquatique. La fréquentation est repartie à la hausse. Les baigneurs se plaignent car ils buttent les uns contre les autres. C'est la rançon du succès.

***Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget général.***

**M. ANGOT :** Je vous remercie pour votre confiance et de ce résultat collectif. Merci à la commission finances et aux VP qui s'investissent dans chacun de leur domaine. Les montages ont été bien réussis c'est pour ça qu'on est resté dans les clous. Je forme des vœux pour que les équipes qui suivront restent dans cette lignée pour avoir une pérennité des recettes. La situation est saine et agréable mais en 2-3 ans on peut dégénérer. On peut décider de faire de l'animation dans une ville, il y a de l'argent mais ça peut vite baisser. Il y a aussi la bonne santé de nos entreprises mayennaises qui ont fait des investissements. L'emploi continue de se développer même s'il y a quelques soucis comme chez Thiol. Il faut saluer les investisseurs qui ont fait le bon choix. Je salue le travail de nos équipes.

**M. SOUTIF :** Nos épargnes sont correctes mais il ne faut pas grand-chose pour dérapier.

**M. ANGOT :** Dire oui à quelqu'un c'est facile mais quand on a le manche dans la main c'est autre chose. On a eu dans cette mandature une ambiance agréable. Je forme des vœux pour que ça continue longtemps.

**3 - FINANCES - Budget général et budgets annexes de zones d'activités – Acquisitions et cessions 2018 – Bilan**

**M. TRANCHEVENT expose :**

L'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est ainsi rédigé :

Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une collectivité de plus de 2 000 habitants par celle-ci ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil de communauté. Ce bilan est annexé au compte administratif de la communauté de communes.

Les opérations d'acquisitions et de cessions sont énumérées comme suit :

#### **Bilan des acquisitions 2018**

Nature des biens	Identification cadastrale	Localisation	Cédant	Superficie	Prix Principal	N° mandat/date	Observations
			NEANT				

#### **Bilan des cessions 2018**

Nature des biens	Identification cadastrale	Localisation	Acquéreur	Superficie	Prix Principal	N° titre/date	Observations
Parcelle de terrain	YK 148	Poirsac	Société SAMD	19 642 m²	22 570,00 HT €	1 du 06/09/18 POIRSAC III	
Parcelle de terrain	C1460 C1464 C1471	La Lande des trois Herbes et la Lande du Haut	Société Natixis Lease Immo	15 412 m²	123 296,00 HT €	2 du 28/12/18 LA LANDE	

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **prend acte du bilan des acquisitions et cessions opérées par ou pour le compte de Mayenne Communauté au titre de l'année 2018 (budget général et budgets annexes)**
- **et stipule que les bilans en question seront annexés aux comptes administratifs correspondants de l'exercice 2018.**

#### **4 - FINANCES - Budget général – Affectation du résultat 2018**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats du Compte Administratif de l'exercice 2018, la section de fonctionnement présente un excédent de 10 087 408,00 €. Il convient de confirmer l'affectation du résultat dégagé à l'issue de l'exercice 2018 et qui a fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget principal 2019 le 4 avril dernier.

En ce qui concerne la section d'investissement, elle fait apparaître un excédent de 2 087 899,20 €. Après prise en compte du solde des restes à réaliser de 168 253,20 €, la section présente un excédent de 2 256 152,40 €.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats 2018 comme suit :**

- **2 087 899,20 € en recettes d'investissement (compte 001 sur l'exercice 2019)**
- **10 087 408 € en recettes de fonctionnement (compte 002 sur l'exercice 2019).**

#### **5 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités des Haras – Adoption du Compte de gestion 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

**6 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités des Haras – Adoption du Compte administratif 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe des Haras.*

**7 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités des Haras – Reprise du résultat de 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat de 2018 déficitaire de la section d'investissement de 8 239,64 € au compte 001 sur l'exercice 2019.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

**8 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Adoption du Compte de gestion 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

**9 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Adoption du Compte administratif 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe de Coulonges.*

**10 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Reprise du résultat de 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat de 2018 déficitaire de la section d'investissement de 418,00 € au compte 001 sur l'exercice 2019.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

**11 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités du Berry – Adoption du Compte de gestion 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

**12 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités du Berry – Adoption du Compte administratif 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe du Berry.*

**13 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités du Berry – Reprise du résultat 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat de 2018 déficitaire de la section d'investissement de 130,00 € au compte 001 sur l'exercice 2019.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

**14 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Adoption du Compte de gestion 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

**15 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Adoption du Compte administratif 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe de Poirsac 3.*

**16 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Reprise du résultat 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats de 2018 :

- déficitaire de la section de fonctionnement de 22 810,36 € au compte 002 sur l'exercice 2019,
- excédentaire de la section d'investissement de 33 802,83 € au compte 001 sur l'exercice 2019.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*



**17 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Adoption du Compte de gestion 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

**18 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Adoption du Compte administratif 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe de Montrieux.*

**19 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Reprise du résultat 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat de 2018 déficitaire de la section d'investissement de 897,72 € au compte 001 sur l'exercice 2019.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

**20 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Adoption du Compte de gestion 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

**21 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Adoption du Compte administratif 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe de La Lande.*

**22 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Reprise du résultat 2018**

**M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats de 2018 :

- déficitaire de la section de fonctionnement de 124 867,63 € au compte 002 sur l'exercice 2019,
- excédentaire de la section d'investissement de 247 313,93 € au compte 001 sur l'exercice 2019.

Mayenne Communauté  
Séance du 20 juin 2019

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

**23 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Adoption du Compte de gestion 2018**

M. TRANCHEVENT expose :

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

**24 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Adoption du Compte administratif 2018**

M. TRANCHEVENT expose :

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe de l'Orgerie.*

**25 - FINANCES - Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Reprise du résultat 2018**

M. TRANCHEVENT expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat de 2018 déficitaire de la section d'investissement de 317,65 € au compte 001 sur l'exercice 2019.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

**26 - FINANCES - Budget annexe de la Z.A Développement Durable – Adoption du Compte de gestion 2018**

M. TRANCHEVENT expose :

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

**27 - FINANCES - Budget annexe de la ZA Développement Durable – Adoption du Compte administratif 2018**

M. TRANCHEVENT expose :

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe de la ZA Développement Durable.*

**28 - FINANCES - Budget annexe de la ZA Développement Durable – Reprise du résultat 2018**

M. TRANCHEVENT expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat déficitaire de 2018 de la section d'investissement de 951,04 € au compte 001 sur l'exercice 2019.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

**29 - FINANCES - Budget annexe de la ZA de Lassay – Adoption du Compte de gestion 2018**

M. TRANCHEVENT expose :

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

**30 - FINANCES - Budget annexe de la ZA de Lassay – Adoption du Compte administratif 2018**

M. TRANCHEVENT expose :

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe de la ZA Développement Durable.*

**31 - FINANCES - Budget annexe de la ZA de Lassay – Reprise du résultat 2018**

M. TRANCHEVENT expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat déficitaire de 2018 de la section d'investissement de 12 790,19 € au compte 001 sur l'exercice 2019.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

**32 - FINANCES - Budget annexe de la Z.A du Corps – Adoption du Compte de gestion 2018**

M. TRANCHEVENT expose :

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

**33 - FINANCES - Budget annexe de la ZA du Corps – Adoption du Compte administratif 2018**

M. TRANCHEVENT expose :

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe de la ZA Développement Durable.*

**34 - FINANCES - Budget annexe de la ZA du Corps – Reprise du résultat 2018**

M. TRANCHEVENT expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat déficitaire de 2018 de la section d'investissement de 30,00 € au compte 001 sur l'exercice 2019.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

#### **35 - FINANCES - Budget annexe du SPANC – Adoption du Compte de gestion 2018**

M. BOURGUIN expose :

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

#### **36 - FINANCES - Budget annexe du SPANC – Adoption du Compte administratif 2018**

M. BOURGUIN expose :

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe du SPANC.*

#### **37 - FINANCES - Budget annexe du SPANC – Affectation du résultat 2018**

M. BOURGUIN expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats de 2018 :

- excédentaire de la section de fonctionnement de 14 667,09 € au compte 002 sur l'exercice 2019,
- déficitaire de la section d'investissement de 3 404,81 € au compte 001 sur l'exercice 2019.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

#### **38 - FINANCES - Budget annexe Prestations de services – Adoption du Compte de gestion 2018**

M. SOUTIF expose :

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

#### **39 - FINANCES - Budget annexe Prestations de services – Adoption du Compte administratif 2018**

M. SOUTIF expose :

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe Prestations de services.*

#### **40 - FINANCES - Budget annexe Prestations de service – Affectation du résultat 2018**

**M. SOUTIF expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats excédentaires de 2018 et qui ont fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget annexe 2019 le 4 avril dernier. :

- de la section de fonctionnement de 2 792,97 € au compte 002 sur l'exercice 2019.
- de la section d'investissement de 259 491,08 € au compte 001 sur l'exercice 2019.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.***

**41 - FINANCES - Budget annexe Leader – Adoption du Compte de gestion 2018**

**M. SOUTIF expose :**

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.***

**42 - FINANCES - Budget annexe Leader – Adoption du Compte administratif 2018**

**M. SOUTIF expose :**

***Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe LEADER.***

**43 - FINANCES - Budget annexe Leader – Reprise du résultat 2018**

**M. SOUTIF expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat excédentaire de 2018 de la section de fonctionnement de 31 164,09 € au compte 002 sur l'exercice 2019.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.***

**44 - FINANCES - Budget annexe Déchets Ménagers – Adoption du Compte de gestion 2018**

**Mme MORIN expose :**

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2018 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.***

**45 - FINANCES - Budget annexe Déchets Ménagers – Adoption du Compte administratif 2018**

**Mme MORIN expose :**

***Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2018 du budget annexe Déchets Ménagers.***

#### 46 - FINANCES – Budget annexe Déchets Ménagers – Affectation du résultat 2018

##### Mme MORIN expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats excédentaires de 2018 :

- de la section de fonctionnement de 933 195,94 € au compte 002 sur l'exercice 2019,
- de la section d'investissement de 343 980,88 € au compte 001 sur l'exercice 2019.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.**

#### 47 - Finances – Budget Principal – Exercice 2019 – Décision modificative n°2

##### M. SOUTIF expose :

Le budget primitif 2019 de Mayenne Communauté a été adopté par délibération du 4 avril dernier puis ajusté par une première décision modificative le 16 mai dernier.

Il vous est proposé d'ajuster le budget principal au moyen d'une seconde décision modificative ayant principalement pour objet :

- ✓ En section de fonctionnement, le financement de la dotation de solidarité exceptionnelle à l'exercice 2019 à destination des communes membres pour un montant de 1 006 578 €,
- ✓ En section d'investissement, le transfert de comptes des crédits ouverts pour les travaux des ruisseaux de la Filousière et du Gravier dans le cadre de la compétence GEMAPI (chapitre 23) en opérations réalisées sous mandat (chapitre 45) dans la mesure où Mayenne Communauté intervient pour le compte de tiers mandants.

Il vous est proposé d'adopter la décision modificative n°2 de l'exercice en cours intégrant les informations précisées ci-dessus, tel que décrites dans le document comptable annexé, et conformément au tableau ci-dessous :

- au niveau des chapitres pour chaque section :

	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	506 194 €	10 500 €	-461 694 €	34 000 €
Opérations d'ordre	-495 694 €	0 €	140 003 €	-355 691 €
TOTAL	10 500 €	10 500 €	-321 691 €	-321 691 €

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°2 à l'exercice 2019 du budget principal telle qu'elle est présentée et annexée.**

#### 48 - FINANCES – Budget déchets ménagers – Exercice 2019 – Décision modificative n°1

##### Mme MORIN expose :

Le budget primitif 2019 du budget annexe des déchets ménagers a été adopté par délibération du 4 avril dernier.

Il vous est proposé d'ajuster le budget principal au moyen d'une première décision modificative pour régulariser les opérations d'ordre (amortissement des subventions d'équipement perçues) et corriger la reprise du résultat d'investissement 2018.

Il vous est proposé d'adopter la décision modificative n°1 de l'exercice en cours intégrant les informations précisées ci-dessus, tel que décrites dans le document annexé, et conformément au tableau ci-dessous :

- au niveau des chapitres pour chaque section :

	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	0,00 €	0,00 €	-600,00 €	-600,00 €
Opérations d'ordre	16 580,00 €	16 580,00 €	16 580,00 €	16 580,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>16 580,00 €</b>	<b>16 580,00 €</b>	<b>15 980,00 €</b>	<b>15 980,00 €</b>

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2019 du budget annexe déchets ménagers telle qu'elle est présentée et annexée.**

#### **49 - FINANCES – Budget déchets ménagers – Exercice 2019 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux**

##### **Mme MORIN expose :**

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables qu'il nous demande d'admettre en non-valeur en raison de situations de surendettement des débiteurs pour un total de 1 615,06 €.

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées sur l'exercice en cours à l'article c/6542.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non-valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 1 615,06 € sur le budget annexe déchets ménagers.**

#### **50 - FINANCES – Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) exceptionnelle 2019 à répartir entre les communes**

##### **M. SOUTIF expose :**

Avant la création de Mayenne Communauté, les Communautés de Communes du Pays de Mayenne et de Le Horps-Lassay allouaient à leurs Communes membres une Dotation de Solidarité Communautaire et conservaient le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC).

Depuis la fusion, Mayenne Communauté continue à exercer de la solidarité à l'égard de ses Communes mais de façon inverse. Elle n'attribue pas de Dotation de Solidarité Communautaire mais elle partage le FPIC avec les Communes.

A noter aussi qu'une solidarité exceptionnelle en investissement a été mise en œuvre en 2018 avec une enveloppe de près de 900 000 € versée, soit par le Département sous forme de subvention, soit par Mayenne Communauté selon un fonds de concours.

Le pacte de solidarité signé en juillet 2018 prévoit différentes formes de solidarité avec notamment le versement progressif de fonds de concours suivant l'abondement de l'enveloppe dédiée.

Ce pacte ne prévoit pas de versement de Dotation de Solidarité Communautaire aux Communes.

Toutefois, lors du vote du budget primitif 2019, Monsieur Le Président a fait part de sa volonté de pratiquer une solidarité exceptionnelle en fonctionnement en 2019 à destination des 33 Communes au vu des résultats de l'exercice 2018 du budget général de Mayenne Communauté. Lors du Bureau du 9 avril dernier, Monsieur Le Président a proposé une enveloppe de 1 000 000 €.

La mise en œuvre de cette solidarité en fonctionnement va se traduire par une Dotation de Solidarité Communautaire versée, à chaque Commune, par Mayenne Communauté.

L'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts stipule que l'établissement public de coopération intercommunale peut instituer au bénéfice de ses Communes membres une dotation de solidarité communautaire dont le principe et les critères de répartition sont fixés par le conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Le montant de cette dotation est fixé librement par le conseil de l'établissement de coopération intercommunale. Elle est répartie en tenant compte prioritairement de l'importance de la population et du potentiel fiscal ou financier par habitant, les autres critères étant fixés librement par le conseil.

Sur proposition du groupe de travail solidarité, le Bureau suggère de retenir les critères et leurs modalités d'utilisation, comme suit :

- Critère obligatoire : Population INSEE représentant une sous enveloppe d'environ 44% de l'enveloppe totale soit 444 991 € correspondant à une dotation réelle de 11,50 € par habitant.
- Critère obligatoire : Potentiel financier par habitant représentant une sous enveloppe d'environ 30% de l'enveloppe totale soit 298 826 € correspondant à une dotation moyenne théorique de 9 055 € par Commune. Ce montant sert de référence pour appliquer le pourcentage d'écart calculé entre le potentiel financier/hbt de chacune des Communes et le potentiel financier/hbt moyen des 33 Communes s'élevant à 700 €.
- Critère facultatif : Effort fiscal avec l'instauration de 4 tranches s'appliquant aux Communes :
  - Si l'effort fiscal est inférieur à 1 : malus de 10%
  - Si l'effort fiscal est compris entre 1.001 et 1.100 : ni bonus, ni malus
  - Si l'effort fiscal est compris entre 1.101 et 1.300 : bonus de 15%
  - Si l'effort fiscal est supérieur à 1.301 : bonus de 20%.
- Critère facultatif : Charges de centralité avec une classification des Communes en 4 catégories :
  - Aucun bonus pour les Communes qui n'ont pas d'école
  - Bonus de 10% pour les Communes qui ont une école : « petite centralité »
  - Bonus de 20% pour la Commune de Lassay : « moyenne centralité »
  - Bonus de 30% pour la Commune de Mayenne : « grande centralité »
- Critère facultatif : Ruralité représentée par un indicateur d'éloignement des Communes par rapport à Mayenne. Le bonus de X% accordé correspond au nombre X de kilomètres.

Le total des bonus résultant de l'application des 3 critères facultatifs sera utilisé pour majorer les dotations issues des 2 critères obligatoires (population INSEE et potentiel financier/hbt).

L'application de ces 5 critères conduit à la répartition d'une enveloppe de 1 006 579 € entre les 33 Communes dont le détail figure en annexe de la présente délibération.

**Mme GENEST** : Sur les critères facultatifs, je ne comprends pas pourquoi on n'a pas pris la voirie.

**M. ANGOT** : Franchement, je suis déçu de cette remarque.

**M. SOUTIF** : C'est passé en bureau et c'est passé en commission. Après tout le monde a de la voirie.

**M. BOISSEAU** : Au contraire, je veux souligner le travail de la commission et saluer les critères qui sont pertinents. C'est un signe fort de solidarité marquée de Mayenne Communauté vers les communes. Merci M. le Président.

**M. ANGOT** : Je vais remercier tous les maires qui m'ont remercié. J'ai initié la demande mais la décision est collective. Je me mets à la place des maires des petites communes. Ramener de l'argent dans la commune c'est important. C'est une belle image de solidarité. Entre 900 000 euros et 1 million, je forme des vœux pour qu'on puisse le refaire. Vous allez en faire ce que vous voulez dans vos communes !



M. JAMOIS : On fera de la voirie.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (Mme GENEST s'étant abstenue) :**

- **institue une dotation de solidarité communautaire exceptionnelle pour l'exercice 2019,**
- **fixe l'enveloppe à répartir entre les Communes à 1 006 579 €,**
- **utilise les critères obligatoires : population INSEE et potentiel financier par habitant selon les modalités exposées,**
- **décide de recourir à 3 autres critères : effort fiscal, charges de centralité et ruralité suivant les règles présentées**
- **et adopte la répartition de l'enveloppe entre les 33 Communes figurant en annexe.**

#### **51 - Finances – Solidarité exceptionnelle de Mayenne Communauté (2018-2019) – Fonds de concours de Mayenne Communauté attribué à la Commune de Le Ribay**

##### **M. SOUTIF expose :**

VU l'adoption du pacte financier, fiscal et solidaire adopté par le conseil communautaire le 23 novembre 2017 et par tous les conseils municipaux,

VU la volonté de mettre en œuvre, dès l'année 2018, une solidarité exceptionnelle à destination des 33 Communes en leur affectant, initialement par délibération du 17 mai 2018, une somme globale de 897 787 € issue de l'enveloppe libre de Mayenne Communauté allouée par le Département,

VU la nouvelle délibération du conseil communautaire du 20 septembre 2018 consécutive au seuil de 15 000 € par dossier imposé par le Département limitant ainsi le bénéfice d'une subvention du Département via Mayenne Communauté à 18 Communes,

VU la volonté de Mayenne Communauté de poursuivre son engagement initial d'apporter une solidarité à toutes les Communes y compris aux 15 dont la dotation est inférieure à 15 000 €, en se substituant au Département par le versement d'un fonds de concours à celles-ci,

Considérant que la Commune de Le Ribay a réalisé la première tranche de la rénovation d'un logement,

Considérant que la Commune de Le Ribay a fourni les justificatifs mentionnés à l'article 4 de la convention pour l'attribution du présent fonds de concours,

Considérant que le montant du fonds de concours ne doit pas excéder la part de financement propre, hors subventions, assurée par le bénéficiaire du fonds de concours selon l'article L5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **attribue un fonds de concours de 11 734 € à la Commune de Le Ribay au titre de la première tranche de la rénovation d'un logement, dans le cadre de la solidarité exceptionnelle de Mayenne Communauté 2018-2019**
- **et autorise Monsieur Le Président à signer la convention régissant les modalités de versement du fonds de concours entre Mayenne Communauté et la Commune de Le Ribay.**

#### **52 - FINANCES – Budget annexe Zone Activités Développement Durable – Changement de dénomination**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

L'arrêté préfectoral n°2015 M334 du 18/11 2015 portant création de Mayenne Communauté a instauré les budgets annexes gérés par Mayenne Communauté dont celui de la Zone d'Activités Développement Durable située à Aron.

Considérant le projet d'extension de la zone sur les parcelles ZC 1p, 2p – ZD 5, 6, 7, 8, 9p- ZK 11p, 12p, 13p, il est proposé de renommer l'ensemble de la zone d'activités Développement Durable en « zone d'activités des Chevreuils ».

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le changement de dénomination du budget annexe zone Activités Développement Durable en zone Activités des Chevreuils.**

## **53 - MODIFICATION DES STATUTS – Évolution des compétences de Mayenne Communauté**

### **M. SOUTIF expose :**

Le projet d'actualisation des compétences est présenté ci-dessous sur la base des éléments validés par le Bureau en séance du 21 mai dernier.

#### **1. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

- a. Actions de développement économique dans le respect du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation
- b. Zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- c. Actions de soutien au commerce d'intérêt communautaire
- d. Promotion du tourisme en partenariat avec l'office de tourisme

#### **2. AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE POUR LA CONDUITE D'ACTIONS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE**

- a. Les politiques environnementales et agricoles d'intérêt communautaire
- b. Les documents d'urbanisme :
  - le schéma de cohérence territoriale (SCOT)
  - Le Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale
- c. Des zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire
- d. Les aménagements routiers d'intérêt communautaire
- e. Le développement numérique d'intérêt communautaire

#### **3. GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENTION DES INONDATIONS**

- a. L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- b. L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- c. La défense contre les inondations
- d. La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

#### **4. CRÉATION, AMÉNAGEMENT, ENTRETIEN ET GESTION DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE ET DES TERRAINS FAMILIAUX LOCATIFS** définis aux 1° à 3° du ii de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

#### **5. COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS DES MENAGES ET DECHETS ASSIMILÉS**

- a. Élimination et valorisation des déchets : collecte et traitement
- b. Gestion des déchetteries et équipements spécifiques

#### **6. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF** (assainissement collectif à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2026) :

- a. Diagnostic des dispositifs assainissement non collectif

- b. Contrôle obligatoire sur la conformité des projets nouveaux et sur les installations existantes en matière d'assainissement non collectif

#### **7. EAU (à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026)**

### **8. POLITIQUE DU LOGEMENT SOCIAL D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE ET ACTION, PAR DES OPÉRATIONS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE, EN FAVEUR DU LOGEMENT DES PERSONNES DÉFAVORISÉES**

#### **8bis. POLITIQUE DE LA VILLE**

- a. L'élaboration du diagnostic de territoire et définition des orientations du contrat de ville
- b. L'animation et la coordination de dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance
- c. Les programmes d'actions définis dans le contrat de ville

### **9. DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT SPORTIF DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE**

La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements aquatiques d'intérêt communautaire

**10. CRÉATION ET GESTION DE MAISONS DE SERVICES AU PUBLIC** et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

### **11. SANTÉ PUBLIQUE**

- a. Le Contrat Local de Santé
- b. La construction du Pôle pluridisciplinaire de santé de Mayenne
- c. La maison de santé de Lassay-les-Châteaux

### **12. CULTURE**

- a. La lecture publique :
  - La médiathèque Jean-Loup Trassard à Mayenne
  - La médiathèque Tournepage à Lassay-les-Châteaux
  - Réseau lecture
  - La ludothèque Les Dés en Bulles
- b. L'enseignement de la musique et de la danse :
  - Le conservatoire de Mayenne Communauté et des interventions effectuées en milieu scolaire
  - L'école de musique de Lassay-les-Châteaux
- c. Le cinéma Le Vox à Mayenne
- d. Le musée du Château de Mayenne
- e. Les subventions aux associations culturelles et patrimoniales

### **13. ENFANCE-JEUNESSE**

- a. Enfance :
  - Le Relais Assistantes Maternelles
  - La coordination et/ou l'animation enfance et l'évaluation des contrats de partenariat avec la CAF, la MSA et l'État (contrat enfance jeunesse...)
- b. La subvention à la micro crèche Aid'à dom à Mayenne
- c. Jeunesse :

- La coordination et/ou l'animation jeunesse et l'évaluation des contrats de partenariat avec la CAF, la MSA et l'État (contrat enfance jeunesse...)

#### **14. GESTION D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITÉ**

Gestion d'équipements et opérations en vue de l'attractivité des bassins de vie ruraux de proximité reconnus au sens de la définition de l'INSEE :

- La Gendarmerie de Lassay-les-Châteaux
- La Gendarmerie du Ribay
- Le bureau de Poste de Lassay-les-Châteaux

#### **15. ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

La formation des élus municipaux et intercommunaux

#### **16. SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS**

Actions en relation avec le SDIS 53 conformément aux textes en vigueur (loi 2007-811 du 13/08/2004 et dispositions réglementaires) :

- Recouvrement du contingent d'incendie
- Mise en œuvre de moyens opérationnels selon conventionnement avec le SDIS (participations communales ou investissements)

Afin de pouvoir procéder aux modifications proposées, il est rappelé que la modification des statuts requiert la majorité qualifiée, soit les 2/3 des conseils municipaux représentant la moitié de la population ou l'inverse. Après délibération à la majorité simple du conseil communautaire sur une proposition de modification des statuts, les communes ont 3 mois pour se prononcer à compter de la date de notification. La décision du conseil municipal est réputée favorable si elle n'intervient pas dans ce délai.

**Mme GENEST** : J'ai besoin de précision par rapport au SDIS.

**M. SOUTIF** : C'est la même rédaction concernant ce point.

**Mme GENEST** : On adhère déjà aux 3 collines.

**M. ANGOT** : On a déjà eu le même débat.

**M. SOUTIF** : Il n'y a pas de changement par rapport à avant.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (Mme GENEST s'étant abstenue) :**

- **valide la nouvelle version des compétences de Mayenne Communauté présentée ci-dessus**
- **et autorise Monsieur le Président à solliciter l'accord des communes.**

#### **54 – MARCHES PUBLICS - Retenues et pénalités concernant les marchés de travaux du centre aquatique intercommunal**

##### **M. BOISSEAU expose :**

VU les délibérations du conseil communautaire suivantes :

- en date du 13 mars 2012 autorisant le lancement de l'opération centre aquatique intercommunal et approuvant son programme et plan de financement, fixant l'enveloppe financière de l'opération à 10 250 000 € TTC dont 6 950 000 HT pour les travaux,
- en date du 15 mars 2013 arrêtant la désignation des équipes de maîtrise d'œuvre admises à concourir,
- en date du 4 juillet 2013 concernant le marché de maîtrise d'œuvre, le choix du lauréat et l'autorisation de signature du marché négocié,
- en date du 7 novembre 2013 autorisant le lancement d'une étude réseau de chaleur et chaufferie bois,

Mayenne Communauté  
Séance du 20 juin 2019

- en date du 3 juillet 2014 validant le projet à la phase APS Avant-Projet Sommaire et l'attribution d'un budget supplémentaire pour les fondations spéciales, l'enfouissement de la ligne à haute tension et les options (garde-corps rabattables, bassins inox revêtu, chaufferie bois et espace bien-être), ainsi que l'augmentation du coût de la maîtrise d'œuvre liée à ses travaux supplémentaires amenant le projet du centre aquatique à 13 347 388 € TTC ( en prenant en compte une révision de prix sur travaux estimé de 5 % lié à la variation de l'indice des prix à la construction) et le montant estimatif des travaux à 8 752 500 € HT,
- en date du 9 octobre 2014 validant le projet à la phase APD Avant-Projet Définitif et portant l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux à 8 682 000 € HT,
- en date du 11 décembre 2014 autorisant le lancement de l'appel d'offres de marché de travaux intitulé : « Travaux de construction du bâtiment centre aquatique intercommunal situé à Mayenne » et des travaux d'aménagement de ses abords intitulé : « Travaux de réalisation des abords du centre aquatique situé à Mayenne (giratoire, parking, accès routiers et réseaux »,
- en date du 5 mai 2015 attribuant et autorisant la signature des marchés de travaux du lot n° 1,
- en date du 21 mai 2015 attribuant et autorisant la signature des marchés de travaux des lots 2 à 15,
- en date du 9 juillet 2015 attribuant et autorisant la signature des marchés de travaux du centre aquatique pour les lots n° 3, 4 et 7 et informant du bilan de l'attribution des 15 lots de travaux pour un montant de 7 653 371,71 € HT,
- en date du 27 juillet 2017 attribuant à l'entreprise SNIDARO le marché n° 17TRA23 intitulé « Construction d'un centre aquatique intercommunal à Mayenne : travaux de carrelage, faïence et hammam » pour un montant de 464 995,08 € HT.,
- en date du 17 mai 2018 annulant pour l'ensemble des entreprises les pénalités du CCAP du marché de travaux du centre aquatique intercommunal pour les pénalités du chapitre 6.3.2 absences aux réunions Pour un montant de 58 400 €,

VU le décret du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,

VU le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009,

VU le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux conformément au décret n° 83-905 du 7/10/83 et ses annexes et au décret 87.253 du 8/04/87 et aux annexes 1 et 2 du décret 88.534 du 4/05/88 et décret n°90.617 du 12/07/90 et ses annexes 1 et 2,

VU le Cahier des clauses spéciales des Documents Techniques Unifiés (DTU) tels qu'ils sont énumérés aux annexes 1 et 2 de la circulaire du 17 juin 1988 du Ministère de l'Economie et des Finances (suivant décret n°93-1164 du 11/10/93),

VU le décret n°93-1268 du 29 Novembre 1993,

VU le cahier des clauses administratives particulières CCAP des marchés publics de travaux du centre aquatique intercommunal,

VU le cahier des clauses techniques particulières CCTP de construction d'un centre aquatique n°00 Prescriptions communes à l'ensemble des lots,

Dans son chapitre 6 DELAIS PENALITES, le cahier des clauses administratives particulières du CCAP des marchés publics de travaux du centre aquatique intercommunal précise :

#### *« ...6.3 Retenues et pénalités*

*Les retenues décrites ci-dessous seront considérées comme provisions mais pourront être transformées en pénalités définitives. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de réduire ou de supprimer ces retenues en cours ou en fin de travaux s'il considère que le fait à l'origine de la retenue est réglé ou sans incidence notable...*

##### *6.3.1 Retard dans l'exécution des travaux*

*Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG, le montant de la pénalité journalière de retard est de 2/3000ème du montant contractuel des travaux (avec un minimum de 300€ HT)...*

*...*

##### *6.3.3 Remise de documents*

*...Retenue journalière de 200 € HT par jour calendaire et par document...*

##### *6.3.4 Levée des réserves*

A l'issu du délai, fixé par le Maître d'œuvre en annexe du PV de réception, accordé pour lever les réserves constatées lors des opérations préalables à la réception, une retenue journalière de 2/3000ème du marché de base HT (avec un minimum de 300 € HT) pourra être appliquée au décompte final de l'entreprise.

#### 6.3.5 Nettoyage, évacuation des gravats, stockage des déchets

Pour tout défaut ou retard de nettoyage, non évacuation des gravats une retenue journalière de 300 € HT...

#### 6.3.6 Remise en état des lieux

Pour tout défaut ou retard dans la remise en état des lieux à la fin de l'intervention de l'entrepreneur, une retenue journalière de 300 € HT sera appliquée. » ...

CONSIDERANT les aléas du chantier en raison de la défaillance du titulaire du Lot N° 7 « Carrelage, Faïence, Sauna, Hammam » et un retard de planning qui ne peut être imputé à l'ensemble des entreprises. Les entreprises ont dû réorganiser leur plan de charge global afin de pouvoir intervenir bien au-delà du délai prévu dans le planning initial de l'opération. Beaucoup d'entre elles ont été très professionnelles et ont fait preuve de beaucoup de sens de l'adaptation dans un contexte compliqué. En effet lorsqu'un décalage de plusieurs mois impacte un projet, les entreprises ont déjà pris des engagements sur d'autres projets et la planification des interventions au-delà des dates initiales n'est pas aisée.

Dans ce contexte, l'entreprise STPO a dû attendre des conditions météorologiques plus propices afin de modifier et rendre plus efficace le système de drainage de la parcelle puis réaliser une nouvelle pelouse. Ces travaux ont été réalisés pendant le mois d'avril 2019 et sont conformes au cahier des charges.

**M. BOISSEAU** : C'est un outil qui permet de faire avancer les travaux.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, décide d'appliquer les retenues et pénalités de la manière suivante :**

- **En application de la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2018, l'annulation de l'ensemble des pénalités prévues à l'article « 6.3.2 Absence aux réunions de chantier » et ce pour l'ensemble des entreprises concernées,**
- **La non application des pénalités prévues au CCAP au point 6.3.1 « Pénalités de retard dans l'exécution des travaux » du marché de travaux du centre aquatique intercommunal à l'entreprise du lot 15 ce quel que soit le planning initial de cette entreprise, le nombre de jours de retard pris dans l'exécution des travaux et le délai contractuel de ce lot**
- **Et la non application des pénalités prévues au CCAP au point 6.3.4 « Pénalités de retard dans la levée des réserves » du marché de travaux du centre aquatique intercommunal à l'entreprise du lot 15 ce quel que soit le planning initial de cette entreprise, le nombre de jours de retard pris dans l'exécution des travaux et le délai contractuel de ce lot.**

### **55 - MARCHES PUBLICS - Fourniture et acheminement de gaz naturel - 19FOU10 - (Groupement de commandes)**

#### **M. BOISSEAU expose :**

L'approvisionnement en gaz naturel pour les bâtiments de 5 entités ci-dessous listées est aujourd'hui assuré par un contrat arrivant à terme le 16 octobre 2019 :

- Mayenne Communauté
- Le SISAC (Syndicat Intercommunal Sportif Associatif et Culturel de Contest et Saint Baudelle)
- Ville de Mayenne
- Ville de Saint Baudelle
- Ville d'Aron

Afin de garantir ledit approvisionnement, il convient de relancer une consultation pour la passation d'un accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaire.

Par délibération en date du 4 avril 2019, le Conseil Communautaire a autorisé la signature du groupement de commandes de Mayenne Communauté (désigné coordonnateur par la Convention constitutive du groupement), le SISAC ainsi que les villes de Mayenne, Saint Baudelle et Aron.

La consultation du présent marché a été lancée le 11 avril 2019 pour une publication effective le 12 avril 2019 (BOAMP, JOUE, sites internet de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, plate-forme de dématérialisation KLEKON).

La date limite de remise des offres a été fixée au 22 mai 2019 avant 9h00 (9 entreprises ont téléchargé le dossier et 2 entreprises ont remis une offre).

La Commission d'Appel d'offres de Mayenne Communauté, réunie le 11 juin 2019, a désigné les attributaires de l'accord-cadre à marchés subséquents multi attributaire :

- GAZ DE BORDEAUX (6, place de Ravezies – 33075 Bordeaux Cedex)
- TOTAL ENERGIE GAZ (Immeuble Nova – 71, boulevard National – CS 20004 – 92257 La Garenne Colombes cedex)

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer le marché n° 19FOU10 intitulé « Fourniture et acheminement de gaz naturel », ainsi que les pièces s'y rapportant, avec les entreprises GAZ DE BORDEAUX ET TOTAL ENERGIE GAZ pour la durée totale du marché (période initiale de 2 ans, reconductible 1 fois 2 ans, soit une durée maximale de 4 ans, toutes périodes confondues).***

<b>56 - MARCHES PUBLICS - Maîtrise d'œuvre pour la construction d'un centre aquatique intercommunal (13MOE02) - Avenant n°6</b>
---

**M. BOISSEAU expose :**

Par marché notifié le 30 septembre 2013, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (Mayenne Communauté aujourd'hui) a confié au groupement CHABANNE et PARTENAIRES, une mission de « maîtrise d'œuvre pour la construction d'un centre aquatique intercommunal à Mayenne ».

Un premier avenant a été nécessaire pour officialiser le changement de raison social d'un membre du groupement. BEST est devenu KEO INGENIERIE.

Un deuxième avenant a eu pour objet de déterminer le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre, suite à la validation du coût définitif des travaux.

Un troisième avenant a permis de fixer le coût de réalisation des travaux.

Un quatrième avenant indique que KEO FLUIDES a été substituée à la société INE.

Un cinquième avenant a modifié l'article 4.2.1 du CCAP en raison des retards avérés dans l'avancement du chantier et afin de réorganiser le découpage des éléments DET (Direction des Travaux) et OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination).

**Ces modifications ont impliqué une augmentation de 22.22 % du montant du marché, passé ainsi de 1 151 650.00 € HT (montant prévisionnel en fonction de l'estimation du coût prévisionnel des travaux) à 1 407 510.00 € HT (montant définitif après la remise de la mission AVP de la maîtrise d'œuvre qui propose une nouvelle estimation du montant des travaux revue à la hausse).**

Aujourd'hui, suite à la défaillance de l'entreprise CHEUX en charge du lot 7 (Carrelage – Faïence) et son abandon de chantier, des prestations complémentaires ont été réalisées et ouvrent droit à modification de la rémunération de la maîtrise d'œuvre.

DESIGNATION DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	Montants en € HT
<b>1. PHASE ETAT DES LIEUX CONTRADICTOIRE SUITE A LA DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE CHEUX</b> - visite du bâtiment pièce par pièce ..... - établissement fiches de constat de l'état des travaux de carrelage pièce par pièce ... - établissement d'un recueil photographique pièce par pièce ..... <b>TOTAL PHASE 1 -</b>	2 500.00 € 2 000.00 € 2 500.00 € <b>7 000.00 €</b>
<b>2. PHASE ETABLISSEMENT DU DCE POUR LA DESIGNATION D'UNE NOUVELLE ENTREPRISE POUR LE LOT CARRELAGE</b> - établissement de plans spécifiques de repérage des ouvrages de carrelage, déjà réalisés, à réaliser, à reprendre, à terminer, à parfaire, etc ..... - établissement d'un CCTP spécifique décrivant les ouvrages de carrelage, déjà réalisés, à réaliser, à reprendre, à terminer, à parfaire, etc ..... - établissement d'un DPGF spécifique quantifiant les ouvrages de carrelage, déjà réalisés, à réaliser, à reprendre, à terminer, à parfaire, etc ..... - établissement d'un calendrier prévisionnel d'exécution des ouvrages de carrelage ... <b>TOTAL PHASE 2 -</b>	3 500.00 € 2 500.00 € 2 000.00 € 2 000.00 € <b>10 000.00 €</b>
<b>3. PHASE CONSULTATION DES ENTREPRISES POUR LA DESIGNATION D'UNE NOUVELLE ENTREPRISE POUR LE LOT CARRELAGE</b> - visite commentée du bâtiment pièce par pièce avec les entreprises candidates à la reprise du marché relatif au lot CARRELAGE ..... - analyse des candidatures des entreprises postulant à la reprise du marché relatif au lot CARRELAGE, sur la base des renseignements transmis relatifs aux candidatures ..... - analyse des offres des entreprises candidates à la reprise du marché relatif au lot CARRELAGE ..... - établissement du rapport d'analyse des offres des entreprises candidates ..... - assistance du Maître d'Ouvrage dans le cadre de la négociation et de la mise au point du marché de l'entreprise SNIDARO retenue pour la reprise du marché relatif au lot CARRELAGE ..... <b>TOTAL PHASE 3 -</b>	2 000.00 € 1 000.00 € 2 000.00 € 2 000.00 € 1 000.00 € <b>8 000.00 €</b>
<b>4. PHASE REPRISE DU CHANTIER AVEC L'ENTREPRISE DESIGNEE POUR LA REPRISE DU LOT CARRELAGE</b> - mise au point technique des ouvrages de carrelage à réaliser avec l'entreprise SNIDARO sur la base du DCE et du dossier chantier de l'entreprise : . analyse et validation des échantillons proposés par l'entreprise SNIDARO ..... . analyse et validation des calepinages proposés par l'entreprise SNIDARO ..... . analyse et gestion des interfaces techniques entre le lot CARRELAGE et les autres corps d'états ..... - établissement d'un nouveau calendrier contractuel d'exécution des ouvrages TCE : . analyse des tâches élémentaires suivant les fiches fournies par l'entreprise SNIDARO portant sur ses études d'exécution, les approvisionnements et l'exécution des travaux ..... . analyse de l'enchaînement des tâches et gestion des interfaces entre le lot CARRELAGE et les autres corps d'état ..... . mise au point du nouveau calendrier contractuel d'exécution des ouvrages TCE . <b>TOTAL PHASE 4 -</b>	1 500.00 € 2 000.00 € 2 000.00 € 2 000.00 € 1 500.00 € 3 000.00 € <b>12 000.00 €</b>
<b>TOTAL REMUNERATION COMPLEMENTAIRE HTVA</b>	<b>37 000.00 €</b>

Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value de 37 000.00 € HT soit une augmentation, avec le cumul des avenants, de 25.43 % du montant du marché qui passe ainsi de 1 407 510.00 € HT à 1 444 510.00 € HT.

La Commission CAO en date du 11 juin 2019 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

**M. BOISSEAU** : Ça représente 11 mois de travail supplémentaire.

Mayenne Communauté  
Séance du 20 juin 2019



*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :*

N° et intitulé du marché/lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
13MOE02 Marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un centre aquatique intercommunal	6	37 000.00 € HT	Groupement CHABANNE ET PARTENAIRES – LE BERT – KEO INGENIERIE – KEO FLUIDES (Avec le cabinet CHABANNE ET PARTENAIRES en mandataire)

#### **57 - ECONOMIE - Entreprise Dupliprint - garantie d'emprunt**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

L'entreprise Dupliprint a présenté un projet de reprise de l'activité impression de l'entreprise Jouve. Dupliprint, c'est une entreprise avec une expérience de 25 ans sur ce marché et un chiffre d'affaires de 17,5 millions d'euros.

Après quelques mois de recherche de solutions financière, immobilière et juridique avec le repreneur, l'entreprise Jouve, l'agence régionale « Solution Eco », LMA et Mayenne Communauté, le projet semble pouvoir se finaliser avant l'été.

Il s'agit de créer une SAS ou SCI avec des associés au capital (SEM 53, SEM région, Dupliprint...) pour environ 700 000€ :

- Dupliprint se voit soumis à un bail de longue durée sur la base de 400 000€ de loyer annuel
- LMA sera gestionnaire de la SAS ou SCI
- LMA souscrira l'emprunt auprès des banques à hauteur de 4 millions d'€.

**M. ANGOT :** Je ne sais pas si cette opération ira jusqu'au bout. Si ça se fait, la collectivité a pris toute disposition pour la pérennité de l'entreprise. Je ne veux pas qu'on dise le contraire. Si ça n'aboutit pas cette délibération ne sera pas utilisée. Officiellement, c'est la demande qu'on a reçu mais rien n'est certain.

**M. TRANCHEVENT :** Oui ce genre de montage est de plus en plus courant. Les entreprises ne seront pas seules à porter de l'investissement immobilier pour leur propre compte. Au niveau de la région, il y a des montages comme celui-ci toutes les semaines. On montre qu'on peut mobiliser beaucoup de fonds. On est solidaire avec d'autres collectivités. Mais il y a des incertitudes et il pourrait ne pas y avoir de concrétisation.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le principe d'une garantie d'emprunt de 10 % pour un montant d'emprunt de 4 000 000 € et autorise M. le Président à signer tout avenant en ce sens.*

**M. BOURGUIN expose :**

Afin de compléter le volet animation de l'OPAH en offrant une meilleure couverture sur l'ensemble du territoire, Mayenne Communauté a souhaité mettre en place une permanence à Lassay-les-Châteaux. L'opérateur SOLIHA assurera 11 permanences sur la commune par an pour les années 2019 et 2020. En conséquence, l'augmentation de la rémunération de l'opérateur est de 2200 € HT par an sur les deux années concernées.

Le conseil communautaire a validé le 14 mars 2019 l'engagement de cette dépense supplémentaire. Il s'agit désormais de transcrire cette modification dans la convention unissant le maître d'ouvrage Mayenne Communauté, le financeur Anah et l'Etat par voie d'avenant.

En effet, l'ingénierie de l'opération est en partie financée par le concours de l'Anah. Pour pouvoir bénéficier d'un recalcul à la hausse de cette subvention, il est nécessaire d'intégrer toute modification à la convention d'OPAH.

Voici pour mémoire le tableau de financement de l'OPAH :

Montant annuel maximum	2018	2019	2020	2021	2022	Total sur 5 ans
Montant HT	53 070 €	50 250 €	49 950 €	49 650 €	47 550 €	250 470 €
Montant TTC	63 684 €	60 300 €	59 940 €	59 580 €	57 060 €	300 564 €
Ingénierie du suivi animation (part fixe à 35% + part variable dossiers autonomie)	23 075 €	22 088 €	21 983 €	21 877 €	21 143 €	110 166 €
Programme Habiter mieux (47 dossiers à 560 €)	26 320 €	26 320 €	26 320 €	26 320 €	26 320 €	131 600 €
Total avant écrêtement	49 395 €	48 408 €	48 303 €	48 197 €	47 463 €	241 766 €
Total après écrêtement	49 395 €	48 240 €	47 952 €	47 664 €	45 648 €	238 899 €

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer l'avenant de la convention permettant d'intégrer l'augmentation de la rémunération de l'opérateur Soliha.***

**59 - ENVIRONNEMENT - Parc naturel régional Normandie-Maine – Candidature au label Géoparc mondial UNESCO**
**M. BOURGUIN expose :**

Par courrier en date du 15 mai 2019, le parc naturel régional Normandie Maine a informé Mayenne Communauté de sa volonté de candidater au label Géoparc Mondial Unesco au mois de novembre prochain.

Le Label permettra d'apporter une plus-value sur le territoire du PNR mais aussi sur les territoires de proximité que ce soit au niveau de l'attractivité résidentielle et touristique.

Les trois axes du label sont : la reconnaissance internationale du territoire pour la qualité de ses sites et paysages de portée géologique internationale, un levier de développement économique par le géo-tourisme et les géo-produits et une offre d'information et d'éducation renforcée autour des sciences de la Terre.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, apporte son soutien au PNR Normandie Maine.***

**60 - ENVIRONNEMENT - GEMAPI – Convention de mandat avec les riverains pour la réalisation des travaux de restauration des ruisseaux de la Filousière et du Gravier**

**M. BOURGUIN expose :**

Par délibération en date 1er mars 2018, Mayenne Communauté a autorisé la demande d'autorisation environnementale et la déclaration d'intérêt général associée sollicitées par le Syndicat de Bassin de l'Aron pour la mise en œuvre du programme de travaux de restauration des ruisseaux de la Filousière et du Gravier.

Afin de réaliser ces travaux, il convient d'établir des conventions de mandat à intervenir avec les propriétaires riverains des cours d'eau.

Ces conventions ont pour objet d'autoriser Mayenne Communauté à entreprendre des travaux de restauration et d'entretien des berges et du lit des ruisseaux, à intervenir sur la végétation rivulaire et à aménager des clôtures et des abreuvoirs le long des cours d'eau sur les parcelles des propriétaires riverains.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer les conventions de mandat à intervenir avec les riverains pour la réalisation des travaux de restauration et d'entretien sur les ruisseaux de la Filousière et du Gravier ainsi que toutes les pièces s'y rattachant.***

**61 - ENVIRONNEMENT - Déchets – Renouvellement de la Convention avec EcoDDS 2019**

**Mme MORIN expose :**

Le 26 septembre 2013, le Conseil Communautaire autorisait la signature de la convention avec l'Eco-Organisme EcoDDS (Déchets Diffus Spécifiques des Ménages) pour une mise en place de la collecte sélective des DDS ménagers issus des déchetteries de Parigné-sur-Braye, Martigné-sur-Mayenne et Saint Fraimbault-de-Prières à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Cet agrément prenait fin au 31 décembre 2018.

Le 2 mars 2018, le Conseil Communautaire validait l'avenant N°1 à cette convention concernant la réévaluation du barème des soutiens.

Dès septembre 2018, EcoDDS avait manifesté sa volonté d'être réagréé auprès des Pouvoirs Publics. Cependant, une erreur rédactionnelle de l'administration dans la proposition de cahier des charges contrevenant au principe essentiel de non lucrativité de l'Eco-Organisme l'avait conduite à ne pouvoir déposer qu'un dossier provisoire de demande d'agrément le 30 novembre 2018.

Cette demande n'ayant pas abouti avant la date butoir du 31 décembre 2018, EcoDDS avait alors interrompu les collectes en déchetteries. Il avait cependant décidé d'accorder aux collectivités un « préavis de courtoisie » en leur permettant de réaliser des demandes d'enlèvement jusqu'au 11 janvier 2019, afin de leur donner le temps nécessaire pour s'organiser et assurer la continuité des collectes.

L'erreur rédactionnelle est désormais corrigée, l'éco-organisme EcoDDS a obtenu le 11 mars 2019 du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire son agrément pour 6 ans.

**Barème de soutiens aux déchetteries et EPI**

Catégorie	Quantité de DDS ménagers collectés sur une année civile par déchetterie au titre de la convention	Part forfaitaire	Part variable par déchetterie et par année civile	Total par Déchetterie et par an	Nombre de kits EPI par déchetterie et par an*
A	> 48 T /an	686 €	2 727 €	3 413 €	4
B	24 à < 48 T / an	686 €	1 209 €	1 895 €	3
C	12 à < 24 T/an	686 €	648 €	1 334 €	2
D	< 12 T/an	686 €	237 €	923 €	1

\* un kit comprend : 1 gilet jaune, 1 paire de gants chimiques, 1 boîte de liquide rince œil, 1 paire de lunette de protection

#### Barème de soutien à la communication

Communication locale	0,03€/habitant
----------------------	----------------

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à :

- solliciter un soutien forfaitaire exceptionnel destiné à prendre en compte les difficultés dues à l'interruption des enlèvements
- et signer la convention type EcoDDS ainsi qu'à signer tous les documents correspondants.

## 62 - CULTURE - convention Tribu Familia – Mayenne Communauté

### M. BOURGUIN expose :

Par délibération du 8 décembre 2011, nous convenons d'une convention tripartite entre la ville, la Communauté de Communes et l'association Tribu Familia pour une durée de trois ans. Cette convention arrive à son terme au 31 décembre 2017. La durée de cette convention a été prolongée à deux reprises par avenant délibéré le 21 décembre 2017 et le 13 décembre 2018.

Suite aux discussions engagées avec l'Association visant à redéfinir :

- Les actions que l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre en cohérence avec les orientations du projet culturel de Mayenne Communauté,
- Les conditions dans lesquelles Mayenne Communauté apporte son soutien financier aux activités d'accompagnement et de développement de la vie associative culturelle locale,

Il vous est proposé de signer avec l'Association Tribu Familia, une convention d'objectifs du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2021.

Le projet de Tribu Familia vise à :

- Développer une action culturelle pour et avec le territoire,
- Proposer une programmation exigeante et accessible en musiques actuelles et arts de la rue,
- Accompagner des artistes en développement,
- Proposer une dynamique collective et participative,
- Entretenir et développer les notions de « faire et vivre ensemble »,
- Proposer des espaces de découvertes, de rencontres et de réflexion,
- Rendre possible l'expérience culturelle au plus grand nombre
- Et inscrire son action dans les réflexions du développement durable.

Montant de la subvention :

En soutien de la mise en œuvre des actions prévues, Mayenne Communauté versera à Tribu Familia une subvention de fonctionnement d'un montant de 110 247 € pour 2019. Il convient d'y ajouter les subventions en nature consenties à Tribu Familia dont la mise à disposition des locaux et les heures des services techniques. Cette subvention en nature est valorisée financièrement à hauteur de : 6 445 € pour la mise à disposition des locaux (30 % du loyer versée par MC à la ville) pour les locaux de la place Juhel, 2 196 €

pour les locaux de stockage et 10 089€ pour les interventions des services techniques soit un montant global de subvention qui s'élève à : 128 977 €.

Une subvention d'un montant provisoire de 110 247 € sera versée pour l'année 2020.

Une subvention d'un montant provisoire de 110 247 € sera versée pour l'année 2021.

Chaque année, jusqu'à échéance de la présente convention, une délibération du Conseil communautaire de Mayenne Communauté fixera par avenant le montant définitif de la subvention accordée à Tribu Familia, ainsi que l'échéancier de versement.

Autres prestations assurées par Mayenne Communauté :

Mayenne Communauté apporte un soutien logistique à Tribu Familia dans la prise en charge des prestations pour la réalisation de ces activités notamment pour les spectacles organisés dans la cadre du Festival. Le quota maximum autorisé est de 343 heures (intervention des services techniques) pour les spectacles.

**M. FAUCON :** Je regrette qu'il manque le côté populaire dans la programmation même si on n'a pas vocation à dire quelque chose. Je fais l'écho de ce que je peux entendre dans la rue. Les gens sont parfois un peu nostalgiques de l'été des 6 jeudis. A Martigné, ils ont réussi à faire venir Emile et Image. C'était payant et ils ont eu beaucoup de monde.

**M. BOURGUIN :** Ce qu'on faisait avant avec l'été des 6 jeudis, n'est plus possible financièrement. Les cachets des artistes ont augmenté de façon importante. A la base, ça a été créé par la ville de Mayenne pour apporter de la joie pour ceux qui ne partaient pas en vacances. Il faut devenir adhérent de l'association pour peser sur le choix des artistes.

**Mme PELE :** J'ai un regret aussi dans le choix de la programmation. Il y a trop de musique pour les jeunes et pas de chanson française.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer la convention avec Tribu Familia.**

### **63 - TOURISME - Approbation du schéma vélo départemental**

#### **M. BORDELET expose :**

En plein essor depuis plusieurs années, le vélotourisme constitue un mode de vacances particulièrement apprécié des consommateurs français et étrangers. Ce phénomène s'accompagne de nouvelles attentes en termes d'itinéraires, d'équipement et de services.

Protourisme, dans son étude sur la stratégie touristique de Mayenne Communauté a d'ailleurs mis ce point en avant à plusieurs reprises en pointant un besoin d'amélioration des itinéraires et des services sur notre territoire, notamment le long de la Vélofrancette.

Depuis le début 2019, Mayenne Tourisme, conjointement avec le Conseil départemental a lancé l'élaboration d'un schéma vélo départemental.

Ce projet d'envergure a reçu un accord de principe du Conseil Régional des Pays de la Loire. Ainsi les itinéraires proposés dans ce schéma sont éligibles aussi bien au schéma départemental que régional.

Les communes ont été interrogées individuellement et ont toutes répondu favorablement sur les tracés les concernant (Lassay-les-Châteaux, Grazay, Marcillé-la-Ville, Jublains, Placé, Saint-Georges-Buttavent, Parigné-sur-Braye, Mayenne)

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ce tracé sur le territoire de Mayenne Communauté.**

Mayenne Communauté  
Séance du 20 juin 2019

**64 - RESSOURCES HUMAINES – DST- service Voirie- création d'un poste d'agent polyvalent de voirie sur le cadre d'emplois d'adjoint technique**

**M. BOURGUIN expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services,

Considérant le départ en mutation d'un agent du service voirie,

Considérant la nécessité de mettre en adéquation le grade du poste avec le grade de l'agent recruté,

Considérant la gestion unifiée du personnel depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018,

Les dépenses sont prévues au chapitre 012.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'agent polyvalent de voirie sur le cadre d'emplois d'agent technique à temps complet.***

**65 - RESSOURCES HUMAINES- DST – service espaces verts-création de deux postes d'agent polyvalent des espaces verts sur le cadre d'emplois d'adjoint technique**

**M. BOURGUIN expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services,

Considérant le départ en retraite de 2 agents du service espaces verts,

Considérant la nécessité de mettre en adéquation le grade du poste avec le grade de l'agent recruté,

Considérant la gestion unifiée du personnel depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018,

Les dépenses sont prévues au chapitre 012.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée deux postes d'agent polyvalent des espaces verts à temps complet sur le cadre d'emplois d'adjoint technique.***

**66 - CULTURE – Grand Nord – Concours International « Piano à Mayenne » - Versement du Prix de Mayenne Communauté**

**M. BOURGUIN expose :**

La douzième édition du Concours International « Piano à Mayenne » a eu lieu du 11 au 14 avril 2019 grâce à la collaboration de l'Association Forte Piano et du Conservatoire de Musique et de Danse de Mayenne Communauté.

Comme les années précédentes, Mayenne Communauté attribue la somme de 1 500 € au lauréat du 2ème Prix du Concours. Celui-ci a été remporté par Monsieur MINSUNG LEE.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, alloue la valeur de 1 500 € à Monsieur MINSUNG LEE.**

**67 – JEUNESSE - « Ado's com » service commun jeunesse - versement de subvention aux clubs sportifs partenaires encadrant des stages sportifs à l'attention des adolescents pendant les vacances scolaires**

**Mme BELLON expose :**

Depuis 2003, le dispositif CESAM proposait des stages sportifs et culturels aux collégiens pendant les petites et grandes vacances. En contrepartie de ce partenariat, la Ville de Mayenne versait des subventions aux associations sportives.

La gestion de ces dispositifs de stages a été confiée au service commun jeunesse depuis janvier 2019.

En effet, la période des vacances constitue un moment privilégié pour faire découvrir de nouvelles activités aux jeunes bénéficiaires des activités « ado's com ». Cela permet aux clubs de se faire connaître auprès des jeunes et de les inciter à poursuivre une pratique sportive dans la durée au sein d'un club.

Afin de poursuivre dans l'intérêt des jeunes la collaboration avec le tissu associatif sportif, il est proposé de reconduire cette pratique et de verser des subventions aux clubs qui acceptent d'être partenaires du service commun jeunesse.

La participation proposée est de 70 € par demi-journée d'intervention, intervention d'une durée de 2 heures minimum. Ce montant de subvention pour un partenariat est identique à celui pratiqué par la Ville de Mayenne en 2018 avec les clubs. L'enveloppe budgétaire prévisionnelle du service commun a prévu une enveloppe relative à ces partenariats.

Une convention sera signée pour chaque période de vacances avec chaque association concernée et Mayenne Communauté. La convention type vous est proposée en annexe.

Après chaque période de vacances, une délibération récapitulant les noms des clubs ayant participé à la période de vacances ainsi que le montant de la subvention à verser pour chaque club sera proposé au conseil.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **valide ce principe de participation et le tarif proposé**
- **et autorise le Président à signer les conventions relatives au partenariat entre le service commun jeunesse et les associations sportives dans le cadre des programmes d'activités pendant les vacances.**

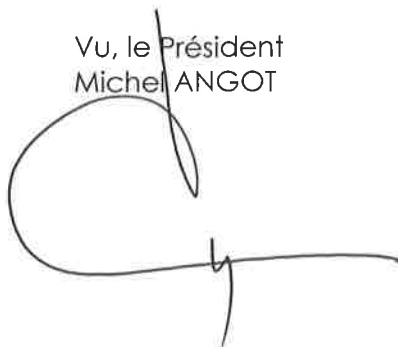
\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 10.

Vu, la Secrétaire,  
Isabelle BEUNEUX



Vu, le Président  
Michel ANGOT



Mayenne Communauté  
Séance du 20 juin 2019

